

45744

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.14/35/ADD.1  
17 décembre 1959  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Deuxième Session  
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

ADDENDUM

RECRUTEMENT ET POSSIBILITES D'EMPLOI DES ECONOMISTES,  
STATISTICIENS ET SPECIALISTES APPARENTES

Généralités:

Les données suivantes ont été recueillies dans des réponses au questionnaire qu'avait diffusé l'Unesco parmi les services gouvernementaux compétents des pays africains. Toutes les réponses ne sont pas encore parvenues. Lorsqu'elles le seront, il sera possible de les analyser et de grouper les résultats selon un plan commun.

Les renseignements qui ont servi de base à l'analyse suivante ont été fournis par les services suivants :

1. Nigeria. Cabinet du Premier Ministre de la Fédération, à Lagos : Secrétaire aux affaires fédérales.  
Service fédéral de statistique, à Lagos :  
Chef du Service.  
Trésorerie du Gouvernement de la Région de l'ouest, à Ibadan : Secrétaire permanent de la Trésorerie.  
Ministère des finances, à Kaduna, région nord de la Nigeria : Secrétaire permanent du Ministère.
2. Ghana. Ministère de l'éducation, à Accra.



3. Fédération Rhodésie-Nyassaland. Service statistique de l'Afrique centrale, à Salisbury : Directeur du recensement et des statistiques. Haut-Commissaire pour la Fédération Rhodésie-Nyassaland, Rhodesia House, à Londres.
4. Haute-Commission de l'Afrique orientale : Kenya, Ouganda et Tanganyika  
Service statistique de l'Afrique orientale, à Nairobi (Kenya)  
Service des affaires sociales à Dar-ès-Salaam (Tanganyika)
5. Maroc. Ministère de l'économie nationale : Service des études économiques et du Plan.
6. République arabe unie : Service des statistiques et du recensement, au Caire.

Dans cette analyse, on s'est attaché particulièrement à déterminer le nombre d'économistes et de statisticiens réellement employés, par rapport aux postes à pourvoir en 1959 et aux besoins en personnel pour 1960 et 1961. Chaque fois que cela était possible les sources du recrutement ont été indiquées en même temps que les qualités requises.

Il convient de noter que dans les services de tous les pays considérés, à l'exception de la Haute-Commission de l'Afrique orientale, le nombre de spécialistes employés est inférieur au total des postes nécessaires. Dans le Service fédéral de statistique de la Nigeria, le pourcentage des postes vacants s'élève à 42 %. Au Maroc, le pourcentage des vacances par rapport au nombre total de postes d'économistes et de statisticiens - est de 35 % et reste stationnaire.

Quelques services ont été à même d'évaluer le nombre de postes supplémentaires qui seraient créés au cours des deux années à venir.

La République arabe unie espère augmenter d'un tiers environ l'effectif de son service des statistiques et du recensement. Au Maroc, le nombre d'économistes et de statisticiens employés par le Ministère de l'économie nationale devrait doubler en 1961 si l'on peut trouver des professionnels ayant les titres requis.

Le niveau exigé des candidats à ces postes varie beaucoup d'un pays à l'autre. Au Service de statistique de la Haute-Commission de l'Afrique orientale, pour un nombre de postes limité, les titres demandés sont très élevés. Au Ghana et au Maroc, il est demandé au minimum un grade de sciences économiques ou la licence en droit avec ou non la statistique comme matière à option. Le Maroc a pris des mesures pour assurer la formation en cours d'emploi; il est le seul à l'avoir fait parmi les pays énumérés.

TABLEAU I. POSSIBILITES D'EMPLOI DES ECONOMISTES  
ET DES STATISTICIENS

Pays	Service	Nbre de postes	Postes pourvus	Nbre de postes supplémentaires prévus pour 1960-1961
<u>Nigeria</u>				
Gouvernement fédéral	Service fédéral de statistique	21	12	2
Gouvernement de la région de l'ouest	Trésorerie	10	6	inconnu
<u>Ghana</u>				
	Trésorerie	38	34	inconnu
<u>Rhodésie et Nyassaland</u>				
	Service statistique de l'Afrique centrale	20	17	inconnu

Pays	Service	Nbre de postes	Postes pourvus	Nbre de postes supplémentaires prévus pour 1960-1961
<u>Haute-Commission de l'Afrique orientale</u>	Service statistique de l'Afrique orientale	17	17	inconnu
	Service des affaires sociales	néant	néant	inconnu
<u>Maroc</u>	Service des études économiques et du Plan	11	7	12
<u>République arabe unie</u>	Service des statistiques et du recensement	145	115	40

Nigeria

Les titres exigés des statisticiens qui sont candidats à des postes officiels, soit au Gouvernement fédéral, soit au Gouvernement de la Région de l'ouest, sont les suivants :

(a) un "Honours degree" en mathématiques, avec la statistique comme matière à option, ou avec un diplôme spécial de statistique; un "Honours degree" en sciences économiques avec la statistique comme matière à option.

(b) un grade en mathématiques ou en sciences économiques, obtenu plus d'une année d'expérience, acquise dans un service officiel dont le choix a été approuvé, ou dans l'industrie privée.

Les candidats ayant les titres du type (a) sont généralement admis immédiatement au grade de statisticien principal (traitement allant de 1.624 à 2.400 livres sterling); ceux qui ont les titres du type (b) obtiennent le grade de statisticiens (traitement allant de 390 à 972 livres sterling).

Au Service fédéral de statistique, il y a actuellement 12 postes de statisticiens principaux et 9 de statisticiens. En juin 1959, on comptait parmi les premiers six Européens expatriés et trois Africains; parmi les autres, il y avait trois Africains.

A la Trésorerie du Gouvernement de la Région de l'ouest, il y avait à la même date 5 statisticiens qualifiés dont 3 Africains. Cinq autres postes de statisticiens sont actuellement vacants.

Les services gouvernementaux des Régions du nord et de l'est de la Nigeria n'emploient pas de statisticiens. Il existe deux postes d'économiste, l'un pourvu et l'autre vacant, au Ministère des finances de la Région du nord, à Kaduna. On prévoit que deux autres économistes africains entreront au Ministère en 1960; les candidats devront être titulaires d'un "Honours degree" (First or Second Class) en sciences économiques.

Ghana  
En juin 1955, le Gouvernement du Ghana avait recruté 24 gradués de sciences économiques pour les services de la Trésorerie et 8 statisticiens.

Ces derniers étaient titulaires d'un "Honours degree" avec la statistique comme matière à option. Pour ces postes de statisticiens, cependant, un "pass degree" (c.à d. avec mention passable) suffit. On ne s'attend pas

toutefois que les postes qui sont ou seront vacants dans ce domaine soient attribués à des étudiants diplômés de l'Université du Ghana n'ayant pas reçu de formation à l'étranger; en effet, les étudiants en statistique ou en sciences économiques sont peu nombreux et il n'existe pas encore de cours supérieur de statistique.

Le Gouvernement a pris des mesures pour envoyer certains étudiants déjà diplômés recevoir à l'étranger une formation en sciences économiques et en statistique; mais il n'est pas encore organisé de formation en cours d'emploi dans les services gouvernementaux pour les étudiants qui n'ont pas eu cette possibilité. Les services n'ont aucune difficulté à garder leur personnel de professionnels, en dépit de la concurrence des autres secteurs de l'économie.

Fédération Rhodésie-Nyassaland

Le Service statistique de l'Afrique centrale, à Salisbury, comprend dix statisticiens principaux et sept statisticiens. Il espère recruter trois autres statisticiens à la fin de cette année. Tous ces fonctionnaires sont européens et possèdent des titres allant d'un simple "pass degree" (obtenu après trois années d'études), pour les postes de statisticien, à des doctorats en sciences économiques et des diplômes de la Royal Statistical Society et de l'Institute of Incorporated Statisticians.

Au cours des deux prochaines années (1960-1961), on envisage de recruter un petit nombre d'enquêteurs africains ayant au moins leur "matriculation".

Rien n'est prévu pour la formation en cours d'emploi. Le Collège universitaire de la Fédération Rhodésie-Nyassaland n'a pas de cours de statistique dans son programme de sciences économiques. En Rhodésie du Nord, les sciences économiques peuvent être choisies comme matière pour le certificat d'études secondaires; les Africains employés comme instructeurs en matière de coopératives par le Department of Cooperative Societies and African Marketing suivent un cours de trois mois qui comprend des éléments

de sciences économiques et de statistique. Au Nyassaland, il n'existe pour les Africains aucun moyen de formation dans ces domaines.

#### Territoires de la Haute-Commission de l'Afrique orientale

Le Service statistique de l'Afrique orientale, qui a des fonctionnaires au Kenya, au Tanganyika et en Ouganda, comprend douze statisticiens et cinq administrateurs de rang supérieur spécialisés en statistique. Pour les postes futurs (dont le nombre n'est pas encore connu) il sera exigé des candidats un "Honours Degree" en statistique, ou bien en sciences économiques avec la statistique comme matière à option. Un simple "pass degree" n'est pas considéré comme suffisant et l'on attache une grande importance à la formation mathématique en matière de sondage. Le Service de statistique se rend compte que, pour quelque temps encore, il ne pourra pas recruter du personnel parmi les étudiants du Collège universitaire du Makerere, attendu qu'aucun cours supérieur de statistique n'y est donné; le service n'a pas prévu de grade spécial pour les agents statisticiens qui auraient acquis une formation pratique en cours d'emploi.

Le Tanganyika possède un Service des affaires sociales à Dar-ès-Salaam, mais ce service n'emploie ni économistes, ni statisticiens, ni sociologues, et il n'a aucun poste vacant pour des agents professionnels et ces spécialités.

#### Maroc

Au Ministère de l'économie nationale, le Service des études économiques et du Plan emploie sept économistes dont quatre Marocains. Deux de ces économistes ont le grade de directeur adjoint ou d'administrateur; les autres sont chargés d'études. Leurs titres sont du niveau de la licence en droit et l'un d'entre eux est diplômé de l'Ecole nationale d'administration de Paris.

Quatre postes vacants doivent être attribués à des économistes (ou à des personnes ayant reçu une formation dans ce domaine); il y aura douze autres postes dans le Service de la comptabilité publique et le Service des changes. Les candidats doivent avoir fait des études d'un niveau égal ou supérieur à la Licence en droit française. On espère pourvoir ces

ces postes en recrutant des étudiants dans le pays même - notamment parmi les soixante étudiants qui préparent à l'heure actuelle des certificats de licence dans les Ecoles supérieures de Commerce. Les candidats devront ensuite faire un stage de six mois dans le service avant d'être titularisés. On a prévu pour eux un programme de formation en cours d'emploi et l'on envisage de créer à Tanger un nouveau centre pour l'étude des problèmes économiques qui se posent dans le Maghreb.

Le Ministère éprouve quelque difficulté à garder ou à attirer le personnel voulu de gradués, en raison de la concurrence des établissements privés et publics qui offrent des traitements supérieurs.

#### République arabe unie

Le Service des statistiques et du recensement, au Caire, comprend 115 économistes et statisticiens. Ils sont répartis en six échelons, selon leurs titres, qui vont de diplômes d'études commerciales et de statistiques à des doctorats en statistique. Les trois-quarts de ces fonctionnaires environ ont le grade de Bachelor of Commerce et 20 d'entre eux sont titulaires de diplômes. Trois possèdent un "Master's degree" et trois autres un Ph. D. en statistique.

On prévoit qu'il faudra en 1960-1961 un supplément de quarante statisticiens et/ou économistes, pour compléter l'effectif actuel. On espère les recruter dans les établissements d'enseignement du pays tout en reconnaissant qu'il y a pénurie d'étudiants gradués.